

Contre la vulgate conceptuelle du « mouvement » de 2016 en France

Ces derniers temps, en France et aussi en Belgique, nous assistons au déferlement de glissements sémantiques et de détournements de sens de bon nombre de concepts et de catégories du mouvement ouvrier révolutionnaire. Des mots autrefois pleins de sens pour les prolétaires révolutionnaires tels que la grève dans ses déclinaisons illimitées et insurrectionnelles, la violence de classe, la révolte, le blocage de l'économie, l'occupation des territoires productifs et les sabotages, les AG et la démocratie directe, le mouvement et ses comités de base sont aujourd'hui vidés de leur contenu subversif. Ils sont représentés sous des formes abâtardies ou aux raisons d'être carrément inversées : ils deviennent des caricatures inoffensives de la véritable lutte de classes.

L'absence d'un rapport de force favorable (ou au moins pas franchement défavorable) est compensée par l'escalade verbale censée exalter des simulacres de luttes. Au lieu de reconnaître l'insuffisance ou, pire, l'absence de combativité des prolétaires et d'en étudier les raisons, les syndicats qui se définissent comme conflictuels - CGT et Sud pour la France et FGTB-CGSP pour la Belgique¹ - et leur soutiens staliniens, trotskistes et autonomes se lancent dans une course poursuite pour savoir qui est verbalement plus radical. Il n'y a pas de grèves ? Allons donc vers la « grève générale ». Il n'y a pas de grève générale ? Transformons-la en « insurrectionnelle » et sinon « bloquons

¹ Le cas belge est frappant. Les syndicats ont occupé l'espace médiatique tout au long de l'année 2015, laissant penser à certains que la Belgique subissait une vague de grève. Mais, les chiffres sont là qui remettent tout ce cirque médiatique à sa juste place. D'après le journal belge « L'Écho », du 17 juin 2016, l'année 2015 n'a connu que 207 563 journées non-travaillées (incluant toutes les grèves et toutes les manifestations) alors qu'il y en avait eu 760 297 en 2014. 2015 est une des années comportant le moins de journées non-travaillées depuis 1991.

l'économie », ou « *allons vers ...la révolution !* » Il n'y a pas d'occupation de lieux de production par les ouvriers ? Occupons les routes ou les places...

Nos agitateurs verbeux passent allègrement de la grève par délégation² à la substitution de la grève elle-même. Les évocations de la lutte ont pris la place de luttes réelles et massives qui n'existent malheureusement pas. De ce fait, quand ces succédanés théâtraux de la lutte de classes se matérialisent dans des actions ultra-minoritaires sans espoir de prendre de l'ampleur, ils renforcent la conviction auprès des autres prolétaires qu'elles ont pour seul objectif concret de les emmerder dans leur vie quotidienne, au travail ou au chômage.

Dans ce contexte rempli de faux-semblants, où dansent les ombres de ce que fut la lutte de classes sur l'estrade de la domination du capital, il est fondamental de restaurer le sens véritable de ces mots abusés, édulcorés, galvaudés qui ont pourtant vertébré jadis au plan conceptuel le mouvement ouvrier indépendant.

La grève vidée de sa raison d'être

La grève est un moment fondamental au sein du rapport social fondé sur le régime du salariat. La grève est l'expression première de l'antagonisme de classe qui se développe régulièrement entre les prolétaires et les patrons. La grève est la traduction dans les faits que le profit et les salaires évoluent historiquement dans un rapport inversé : l'augmentation de l'un

² Idée néfaste inventée en novembre-décembre 1995, lors de la lutte des cheminots et des salariés de la RATP, contre l'abolition du régime spécial des retraites pour justifier que la grève ne prenait pas hors de la SNCF et de la RATP (ou peu comme à La Poste, EDF et GDF). Voir supplément au Bulletin ouvrier n°1 http://mouvement-communiste.com/documents/Archives/WorkerBulletin/bo_1_supp.pdf

implique une diminution relative de l'autre³. La grève est l'acte fondateur de l'autonomie de classe, le premier pas vers la constitution de la classe exploitée en classe pour soi et pas uniquement pour le capital.

« Rapport inverse entre le profit et le salaire. Antagonisme des deux classes dont le profit et le salaire sont l'existence économique » (Marx, *« Travail salarié et capital. Annexe sur le salaire. Point 4⁴ »*)

La grève n'a donc de sens que lorsqu'elle entraîne dans sa dynamique des secteurs grandissants de la classe exploitée et n'est effective que lorsqu'elle est en mesure d'arrêter la production de marchandises et, par-là, d'affecter la génération de profit, donc la reproduction du capital.

Le mode de production capitaliste (MPC) s'impose et se perpétue comme mode de production dominant au moyen de la généralisation de la valorisation du capital, la transformation de toute production sociale en capital augmenté. Désormais, la production sociale se définit donc comme le lieu de la création de nouvelle valeur qui se transforme en capital. Pour cela, la marchandise doit réaliser sa valeur dans la sphère de la circulation sous sa forme la plus universelle et abstraite qu'est l'argent. Les métamorphoses de la valeur nouvelle dans son processus de réalisation masquent son origine qui reste le surtravail, la portion du travail social que l'ouvrier collectif donne à son employeur et qui déborde la partie rémunérée par le salaire. L'exploitation de l'ouvrier collectif s'opère dans les lieux de production de nouvelle valeur.

La grève a pour finalité immédiate d'interrompre le processus de création de nouvelle valeur, d'entraver la production et/ou la réalisation de la valeur sur les lieux où cela se fait, qu'ils soient des usines, des entrepôts, des bureaux ou des supermarchés.

L'interruption de la production et de la reproduction sociales du capital est une arme redoutable dont disposent les prolétaires. Une arme qui, quand elle est utilisée intelligemment,

³ Ceci vaut au plan historique mais il existe des périodes où l'augmentation du profit va de pair avec augmentation des salaires.

⁴ <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/12/km18471230-6.htm>

frappe le MPC dans son point faible et, par-là, sa domination sur la société toute entière. La grève a le pouvoir de dissoudre le rapport social du capital. C'est pourquoi toute grève indépendante capable d'interrompre le processus de production et/ou de réalisation de la valeur contient une forte potentialité politique. Une potentialité politique qui s'affirme d'autant plus explicitement que la grève s'étend, s'enracine et inclut des ouvriers en lutte de plus en plus nombreux. Opposer la lutte défensive, dite économique, à cette dynamique politique autonome de la classe inclue dans tous ses mouvements indépendants de grève n'a de sens que si on travaille pour l'ordre établi, pour ramener le combat de classe à la normalité de l'exploitation⁵.

« Et c'est ainsi que partout les mouvements économiques isolés des ouvriers donnent naissance à un mouvement politique, c'est-à-dire un mouvement de la classe pour réaliser ses intérêts sous une forme générale, une forme qui possède une force générale socialement contraignante. Si ces mouvements supposent une certaine organisation préalable, ils sont tout autant à leur tour des moyens de développer cette organisation. » (Marx *« Lettre à Bolte »*⁶)

Quand le prolétariat s'empare réellement de l'arme de la grève, les classes dominantes tentent par tous les moyens de retisser le lien social, y compris en essayant de dévoyer la lutte de classes vers des formes de conflit acceptables, à l'aide des syndicats d'État et des partis capitalistes degôche « amis des travailleurs ».

Si l'efficacité même d'une grève réside dans sa capacité à bloquer le processus de production et de réalisation de la valeur, elle doit impliquer dans l'affrontement un nombre croissant et, de préférence, significatif de travailleurs des territoires productifs concernés et au-delà.

Nous ne rêvons pas d'une levée généralisée des prolétaires contre le capital. Nous savons que l'étape initiale de la lutte est le plus souvent le fait de minorités décidées de salariés. Toutefois, l'objectif immédiat de ces sections

⁵ Voir : *« Syndicat et luttes politiques »* (<http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Letters/LTMC0311.pdf>)

⁶ Du 23 novembre 1871. Voir : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1871/11/kmfe18711123.htm>

déterminées de la classe est d'entraîner le plus de camarades de travail possible dans la participation active au mouvement. Sans cela, le mouvement ne parviendra jamais à s'opposer au capital comme la première expression d'un nouveau rapport social, antagonique à la valeur et à sa dictature. Quand la dynamique de l'extension et de l'enracinement ne s'affirme pas, la grève perd toute efficacité et, surtout, n'a aucune chance de se transformer en préfiguration d'une relation différente entre producteurs, préfigurant la libération du travail salarié.

Or, les grèves ultra-minoritaires couplées aux manifestations « océaniques » traîne-savates, censées témoigner du soutien de la majorité de salariés qui continuent de travailler car ils seraient dans l'« impossibilité de faire grève sous peine de perdre l'emploi » ont ponctué le dit mouvement en France contre la loi travail. Dès lors, on a connu une longue série de grèves en forme de piqûres de mouche qui n'ont jamais bloqué l'économie. Selon la banque HSBC, les agitations contre la loi travail auraient ponctionné au maximum le PIB français d'un minuscule 0,1 % au deuxième trimestre 2016. En 1995, la baisse du PIB que l'INSEE (l'institut étatique de statistiques) avait attribué à la grève (de vingt-trois jours) avait été double : -0,2% au quatrième trimestre.

Les micro-grèves actuelles n'ont donc pas mis à mal le capital en France mais elles ont progressivement érodé la sympathie générique exprimée dans les sondages par une population salariée dont les conditions de vie et de travail sont détériorées depuis bien longtemps par le capital et par son État.

En France, le mythe de la grève par procuration ou par délégation s'est vite dissous dans les longues queues sur les routes, dans les gares bondées avec peu de trains, dans les amoncellements de poubelles puantes dans les quartiers populaires de Paris. Une grève dont la faible intensité peut se mesurer par l'ordre vite rétabli nonobstant la manifestation enterrement décrite comme « énorme » par la direction de la CGT du 14 juin.

La grève générale comme enterrement préventif des luttes autonomes

La grève générale plus ou moins illimitée, avec ou sans pics insurrectionnels, serait le

couronnement, aux dires des tenants du « mouvement » de 2016 en France, des grèves ultra-minoritaires additionnées. Une idée qui a vite fait long feu et qui a laissé la place à la manifestation « énorme » du 14 juin, le baroud d'honneur de la CGT qui a clôturé ainsi l'essentiel des agitations. L'incapacité de transformer les essais des grèves ultra-minoritaires en un véritable mouvement massif d'arrêts de travail, étendu et à vocation hégémonique au sein du prolétariat, n'est pas dû au manque de volonté des syndicats et des partis contestataires de le lancer. La grève générale, comme toute autre manifestation visible de la lutte de classes, n'est pas une question de volonté des directions politiques présumées. Nous écrivions récemment dans notre texte sur « *Nuit debout* » :

« La mobilisation de l'ensemble du prolétariat est la conséquence de la montée en puissance de luttes et des agitations de masse partout où le prolétariat vit et travaille. Ces combats contre le capital et ses appendices constitués par les syndicats et les partis degôche bourgeois ne pourraient se déployer que par paliers en s'unifiant à mesure de leur renforcement. La grève générale ici décrite présupposerait enfin l'enracinement dans les territoires productifs des organisations autonomes de la classe. »⁷

Si ce parcours n'est pas engagé, la grève générale peut se muer en son contraire : un outil de résorption et d'épuisement des pointes avancées de la lutte de classes, un instrument entre les mains des corps intermédiaires syndicaux et politiques de l'État qui noient tout mouvement réel dans la masse d'agitations de faible intensité qu'ils contrôlent. L'exemple de mai 1968, en France, en fut la confirmation vivante. À l'époque, du 14 au 18 mai, un mouvement minoritaire avait démarré en dehors des consignes syndicales. À la suite de ça, les syndicats et les partis degôche avaient appelé à une grève générale qui fut d'une durée exceptionnelle (du 18 au 30 mai, date du début du reflux) pour canaliser le mouvement. Cette grève générale n'a guère agi en amplificateur et en généralisateur des luttes. Au contraire, en raison de ses modalités et de la non-apparition d'une

⁷ Voir : « *Debout la nuit, couchés le jour* » <http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/BLT1604FRV F%20.pdf>

organisation autonome de la classe, elle a produit l'épuisement de l'élan initial.

Les conceptions sorélienne et anarcho-syndicaliste de la grève générale ont semé l'illusion de l'écroulement du capitalisme par simple effet de l'arrêt du travail. Cette idée de la grève générale prétend que le capitalisme tombera comme un fruit mûr du fait du blocage total de l'économie. Démentie moult fois par le passé, cette vision minimise, voire élimine, le moment insurrectionnel du processus révolutionnaire. Pourtant, ce moment est crucial car il détermine, si il est bien mené, l'écroulement de l'appareil répressif de l'État et l'affirmation du pouvoir prolétarien constitué⁸.

Le mouvement ouvrier a connu dans sa longue histoire, de plus de deux-cents ans, tantôt des généralisations de grèves porteuses de développements politiques indépendants de la classe, tantôt des extensions formelles des luttes se soldant par le naufrage des secteurs combatifs dans l'océan de la passivité de la grande masse des ouvriers et débouchant le plus souvent sur des politiques anti-prolétariennes agressives. Ainsi, contrairement au mythe sorélien et anarcho-syndicaliste, la grève générale ne recèle en soi aucune valeur spécifique qui la placerait bien au-dessus des autres formes de lutte autonomes des exploités.

La grève générale n'a pas non plus la faculté cathartique d'éveiller à la lutte de classes les grandes masses d'opprimés plongées dans la léthargie de la paix sociale et de l'individualisme. Malheureusement, c'est ce type d'interprétation idéaliste qui a largement cours ces temps-ci.

⁸ Lorsque les anarchistes répliquèrent victorieusement au coup d'État fasciste de juillet 1936, à Barcelone, ce ne fut nullement par la grève générale mais par la préparation militaire patiente, la surveillance des casernes de l'armée et l'armement du prolétariat, organisés par le groupe *Nosotros*. A contrario, le congrès de Bâle, de 1912, de la deuxième Internationale a fourni un bel exemple négatif de ce que la social-démocratie de l'époque entendait par grève générale. A la suite de nombreux autres congrès, celui de Bâle décida le déclenchement immédiat en cas de guerre de la grève générale dans tous les pays belligérants. Malgré cela, en 1914, presque toute la seconde Internationale et la plupart des anarchistes ont fini par se ranger aux côtés de leurs bourgeoisies respectives. Le mot d'ordre formel et bureaucratique de la « grève générale » avait déjà ainsi servi d'épouvantail et de repoussoir à une réelle politique de classe.

La grève générale est donc une forme de lutte certes importante mais à manier avec précaution. Ceci entraîne deux remarques :

- La première : appeler à une grève générale, action d'une grande complexité qui nécessite une énorme préparation, présuppose de bien jauger les forces de l'adversaire. Il faut décider avec précision les temps de la lutte pour ne pas permettre à l'ennemi de classe d'installer ses lignes de défense. En 1926, les classes dominantes anglaises ont exploité les informations sur la grève générale en se donnant les moyens de gagner la confrontation.
- La seconde : en supposant que le mouvement qui conduit à une véritable grève générale soit le fait de noyaux ouvriers solidement auto-organisés et reliés les uns aux autres, forgés dans des combats à périmètre plus limité, pourquoi jeter toutes les forces sur une seule bataille ? Même dans ce cas, il faut savoir que la question ne se réduit pas à un beau refus prolongé du travail. Toute lutte de classes est une guerre de mouvement.

Une grève générale réelle présuppose un degré élevé d'indépendance politique du prolétariat et une organisation autonome de la classe forte et capillaire, capable d'interrompre la valorisation du capital dans ses nœuds essentiels. Enfin, la grève générale à laquelle nous nous référons n'est aucunement revendicative : son contenu n'est pas purement « économique ». Elle ne demande rien, elle impose. Ce type de forme de lutte sert à consolider et à répandre le pouvoir ouvrier gagné au moyen d'une confrontation sans merci entre classes dominantes et exploités. La grève générale dont nous parlons n'est rien si elle n'est pas politique et si elle ne s'emboîte pas dans les autres formes du combat ouvrier, légales et illégales.

La parodie de la grève générale insurrectionnelle jouée par les franges autonomes affinitaires

Les groupes dits radicaux qui ont plongé tête baissée dans la nasse syndicale, ont cru s'en libérer en jouant la surenchère verbale et, parfois, en s'adonnant à des « débordements » violents sans conviction. Certains appellent à la révolution, d'autres tentent de capitaliser « la

haine des flics ». Tous se distinguent par leur totale extranéité et méconnaissance des territoires productifs qu'ils prétendent bloquer par leurs initiatives confuses. Pour eux, les territoires productifs sont seulement des terrains de jeu indifférenciés pour leurs enfantillages belliqueux.

Nous parlerons plus loin du mythe du blocage de l'économie. Ici, il est avant tout question de la problématique de la violence agitée par ces franges. Les « *débordements* » portent bien leur nom. D'après leurs pratiquants, il s'agit de transformer des manifestations pacifiques en autant d'occasions pour affronter les forces de répression, détruire des mobiliers urbains, des panneaux publicitaires, des devantures de magasins et de vitrines d'agences bancaires. Le côté dérisoire de ces dégradations ne mérite même pas qu'on s'y attarde. En revanche, la « *chasse aux flics* » engagée par des petits groupes affinitaires nécessite un plus ample développement.

La violence prolétarienne s'est souvent exercée contre les forces de l'ordre établi⁹. Elle affirme l'ordre de la lutte contre le travail salarié contre l'ordre du travail. Menée par des groupes mobiles et bien organisés de travailleurs, ce type de violence a pour but de neutraliser les forces préposées au maintien de l'ordre capitaliste et affirme l'ordre prolétarien. Sa raison d'être n'est pas la vengeance contre les violences policières et l'élimination des hommes en uniforme. C'est un exercice organisé de la force, rigoureusement inscrit dans le plan du pouvoir ouvrier. Un exercice de la force qui rejette la vision de la violence comme éruption de la haine individuelle, quoique justifiée, contre les chiens de garde de l'ordre établi¹⁰. La violence prolétarienne n'a rien à partager avec les états d'âme, avec une conception de la révolte qui s'apparente à des comportements existentiels.

⁹ Voir Lettre n°36 : « *La violence ouvrière n'est pas toujours synonyme d'autonomie ouvrière* » <http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Letters/LTMC1336FRvF.pdf>

¹⁰ « *Le matérialisme dialectique ne sépare pas la fin des moyens. La fin se déduit tout naturellement du devenir historique. Les moyens sont organiquement subordonnés à la fin. La fin immédiate devient le moyen de la fin ultérieure* ». (Léon Trotski, « *Leur morale et la nôtre* », <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/morale/morale16.htm>)

Tout exercice de la force prolétarienne doit être intelligible par la grande majorité des opprimés et des exploités. Les guerres privées ne sont pas un terrain de combat du prolétariat révolutionnaire car la violence de classe est elle-même une expression de la classe en mouvement et rien d'autre. La violence révolutionnaire doit exprimer un rapport social nouveau.

Quand il n'y a pas de mouvement, quand l'ordre du capital règne sans partage dans les territoires productifs, la violence individuelle perd toute raison sociale, toute légitimité. Elle devient, au contraire, un appui involontaire à l'ordre capitaliste, un repoussoir des luttes autonomes. C'est exactement ce qui s'est passé maintes fois lors des manifestations syndicales contre la loi travail en France. Se plaçant en tête ou en queue de défilé, des centaines d'individus réunis sur la simple base de vouloir en découdre avec les flics ont imposé leur loi à la grande majorité pacifique, voire hostile, des manifestants. Ces personnes ont fait jusqu'à un certain point le jeu des syndicats d'État dits contestataires en leur servant sur un plateau les unes des journaux et les ouvertures des JT. Misérable palliatif à la faiblesse de leurs agitations dans les territoires productifs. Au lieu de tenter de bâtir une voie indépendante des grandes messes syndicales, ces personnes ont accepté, de fait, le calendrier et les modalités de mobilisation des syndicats en s'adonnant à des « *débordements* » risibles. Il n'y a aucune révolte de classe dans tout cela, juste des défoulements individuels sans lendemain et voués à être durement réprimés par l'État. La révolte de classe, quant à elle, puise sa force dans sa capacité de déconstruction de l'ordre capitaliste dans les territoires productifs et ne se conçoit que comme expression organisée et indépendante du prolétariat en mouvement.

L'appel actuel au « *soulèvement du peuple* »¹¹ n'a rien à voir avec les épisodes du passé auquel il prétend faire référence. Deux exemples ?

- Dans les Asturies en octobre 1934¹². l'insurrection armée de larges masses de prolétaires a débouché dans la grève générale de la quasi-totalité des usines et

¹¹ Slogan mis en avant par certains participants de « *Nuit debout* », à Paris, couplé à l'appel à s'inspirer de la Commune de Paris de 1871. Pauvres communards aux si piètres héritiers !

¹² Pour plus de détails voir L'ouvrage de Manuel Grossi : « *L'insurrection des Asturies* » ; Éditions, EDI, 1972, Paris.

mines de cette province espagnole. La colonne des mineurs armés de la région de Mieres a marché sur Oviedo. Le prolétariat avait constitué une armée rouge forte de 30 000 combattants. Pourtant, cet épisode glorieux du prolétariat en Espagne a été battu militairement par les troupes et mercenaires de la République, la légion étrangère dirigée par Franco. Ce combat a été laissé dans le plus grand isolement par les partis et syndicats de gauche. Ceux-ci se rendirent responsables d'avoir suspendu au dernier moment le déclenchement de la dite « *grève générale pacifique* » dans les autres régions du pays. Le bilan fut terrible : 5 000 camarades assassinés et 70 000 emprisonnés.

- La grève générale insurrectionnelle de la Ruhr s'est tenue du 13 mars au 17 avril 1920 dans le prolongement de la grève générale nationale déclenchée en réaction au putsch de Kapp du 13 au 17 mars 1920. Elle fut soutenue par le dirigeant du syndicat ADGB, le socialiste Legien. Désireux de prendre leur revanche sur les défaites de 1919, les prolétaires ont bâti leur armée rouge forte de 50 000 à 80 000 combattants¹³. Les premières victoires locales passées, les ouvriers en armes n'ont pas réussi à lancer l'offensive se faisant encercler par l'armée allemande¹⁴. L'incapacité de lancer l'offensive est le résultat de la présence acceptée dans les organes politiques et militaires de l'insurrection, des partis de gauche SPD, USPD et KPD ? Ces derniers plaidaient pour une politique conciliatrice et étaient profondément divisés entre eux, chacun avec son propre centre de commandement. Dès lors, la défaite était inévitable. La répression fera plus de 2 000 morts dans nos rangs.

Rappeler rapidement ces deux moments hauts de la lutte de classes, quoique défaits, suffit à comprendre l'abîme qui les sépare des leurs pitoyables simulacres actuels.

¹³ Entre autres références, sur ces événements voir : « *Un rebelle dans la révolution Max Hölz* » ; Éditions Spartacus. et « *La gauche communiste en Allemagne 1918-1921* » de D.Authier et J. Barrot, p.144-152; Éditions Payot.

¹⁴ Armée aidée dans l'encercllement, à l'Ouest, par les troupes d'occupation belges et françaises.

Il ne suffit pas de bloquer l'une des portes d'un marché de gros ou de se promener sur le périphérique pour bloquer l'économie

Le blocage de l'économie est à la mode dans les défilés syndicaux. Moins il y a de véritables grèves, plus on agite cet épouvantail. Et pour donner une vague épaisseur à ce verbiage, voilà que les syndicats opposés à la loi travail lancent des opérations coup de poing mobilisant essentiellement des militants en délégation syndicale et des gauchistes en mal d'action¹⁵. Ces opérations sont censées frapper au cœur l'économie capitaliste en France¹⁶. En voici deux exemples :

- le 28 avril 2016, 200 personnes environ (dont une majorité d'étudiants de Paris 8 avec des syndicalistes de SUD et de la CGT) ont bloqué, de 5h30 à 8h00, un rond-point d'entrée à la zone du port de Gennevilliers en brûlant quelques pneus. Dispersés par la police, 75 d'entre eux ont été arrêtés, à leur retour, au métro Carrefour Pleyel.
- le 9 juin 2016, 500 personnes environ, à l'appel de la CGT (union locale du 94, Air France, etc.), ont bloqué de 3h00 à 6h00, une des quatre portes d'accès au Marché d'intérêt national (MIT) de Rungis. Ils se sont ensuite dirigés en cortège, par la RN 7, vers l'aéroport d'Orly.

Le « *blocage de l'économie* » pratiqué par les syndicats et leurs supplétifs gauchistes se limite à entraver temporairement la circulation des personnes et, très épisodiquement, celle de certaines catégories de marchandises de large consommation comme les produits alimentaires. Les usines continuent de tourner, les banques fonctionnent parfaitement en dépit de quelques vitrines cassées, les magasins regorgent de

¹⁵ Un autre cas avéré est l'utilisation opportuniste de cette situation par certains syndicats - comme celui des pilotes d'avion d'Air France - afin de défendre des intérêts corporatistes qui n'ont rien à voir avec la loi travail.

¹⁶ *Mouvement communiste* a lui-même fait la propagande de ce mot d'ordre au moment de la première guerre d'Irak. A l'époque, il fallait rappeler que la seule manière d'arrêter les guerres capitalistes est celle d'empêcher au capital de se valoriser en transformant la guerre en guerre de classe internationale. Rien à voir donc avec le contexte actuel. Voir : « *Pour arrêter la guerre, il faut arrêter l'économie* » http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/tract_9009_pas_de_guerre_sans_production_capitaliste.pdf

marchandises et, à l'exception ponctuelle du manque d'essence dans certaines régions, tout a toujours continué de fonctionner pour le capital. Ces actions n'embêtent nullement le patronat, ni le gouvernement. En revanche, elles peuvent susciter l'irritation des travailleurs qui subissent les conséquences désagréables de ce cirque politique.

Nous avons déjà expliqué ce qu'est pour les révolutionnaires le sens de la grève : arrêter la production et la circulation de la valeur. La grève a pour vocation de transformer les territoires et les lieux de la production et de la circulation de capitaux et de marchandises en autant de bastions de l'ordre ouvrier, en zones de non-droit pour le capital, son État et ses agents. L'économie est l'expression du rapport social où dominent les patrons et les rentiers. Pour la bloquer, il faut donc dissoudre dans l'acide de la lutte de classes indépendante ce rapport social. Le « lien social » qui relie le travailleur au capital doit être coupé là où il est le plus fort : l'usine, le bureau, l'entrepôt, partout où ce lien sert directement à créer ou à réaliser la valeur produite par l'ouvrier collectif. Il n'y a pas de blocage de l'économie sans grèves massives, sans une agitation permanente sur les lieux de l'exploitation, sans remise en cause systématique du commandement d'entreprise, sans l'affirmation concrète du pouvoir ouvrier comme rapport social antagonique qui croît sur les cendres du rapport social capitaliste.

La démocratie directe des AG bidon, une dégénérescence de la démocratie formelle bourgeoise

Pour faire passer la pilule de l'absence des agitations contre la loi travail de la très grande majorité des travailleurs, les syndicats contestataires et leurs soutiens gauchistes mettent en scène la démocratie directe, espérant, en passant, capitaliser le rejet ambiant de la politique et de ses organisations. Du coup, les AG souveraines fleurissent, de même que les comités de lutte, les coordinations, les promoteurs de convergences horizontales de lutte, etc. En réalité, aucune de ces organisations dites de base n'en est une. Les AG sont fréquentées par les délégués syndicaux et largement désertées par les travailleurs.

Un exemple ? À la gare ferroviaire de Saint-Lazare, comme en 2010, les AG ont rassemblé en moyenne entre 50 et 90 cheminots, principalement des militants syndicaux et/ou

politiques. Une seule exception : la première AG du 2 juin qui a réuni 180 travailleurs sur les 3 500 possibles¹⁷. Le nombre de présents aux AG ne reflète certes pas le nombre de grévistes mais il indique que la grève ne manifeste pas la participation active de ceux qui ne travaillent pas.

Les différents comités de lutte actuels sont des créations des gauchistes qui avancent masqués auprès des salariés. Les coordinations n'ont rien à coordonner et rassemblent les mêmes militants des AG bidon et des comités fantôme. Le tout singe une vie politique indépendante de la classe exploitée qui n'existe pas pour l'instant. Comme s'il suffisait de confectionner son organisation pour qu'elle existe...

Au lieu d'être un moment essentiel de la maturation politique collective de la classe ouvrière, ces « AG », comités et autres organismes sont des chambres d'enregistrement de décisions et des orientations prises par les appareils politiques et syndicaux qui les inspirent. Exactement comme ce qui se passe dans les parlements bourgeois. La forme ne prévaut jamais sur le contenu et, surtout, sur sa raison sociale. L'organisation ouvrière véritable est toujours l'expression d'un mouvement de la classe, jamais son levier. Et même quand le mouvement prolétarien est bien réel, aucune forme d'organisation ne constitue en soi une garantie que celui-ci prenne le bon chemin et se dote du bon plan de lutte. Opposer comme le font les gauchistes la « base », saine par postulat, au « sommet », corrompu par définition, au moyen de l'« expression directe » du peuple ajoute un élément supplémentaire de confusion et finit par renforcer, sur ses décombres, la confiance en la démocratie formelle bourgeoise. Il suffit de se référer au chaos inopérant des AG des « *Nuits debout* » pour comprendre cela.

Faut-il pour autant rejeter toute forme de démocratie directe ? Pas du tout. Mais il est indispensable qu'elle soit le produit d'un mouvement réel contre l'ordre productif dominant impliquant directement et activement des secteurs importants de la classe. Dans ce cas, les AG, les

¹⁷ La région Paris Saint-Lazare compte 4 015 salariés (chiffres 2015). Il y a eu trois AG : Achères, Mantes-la-Jolie et Saint-Lazare. L'AG de Saint-Lazare réunit les personnels qui peuvent venir des Technicentres (Levallois, rames de banlieue, et Clichy, matériel), des services commerciaux, des contrôleurs, de la police ferroviaire, des aiguilleurs, des agents de départ et de manœuvre et de l'administration, soit environ 3 500.

comités qui rassemblent les minorités ouvrières les plus déterminées et clairvoyantes, les coordinations de luttes autonomes peuvent devenir des lieux indispensables d'élaboration collective du plan d'attaque contre le capital, des outils irremplaçables de la conscience politique du prolétariat.

Le passage obligé de l'autonomie ouvrière

Le dit mouvement de 2016 en France, comme son équivalent en Belgique, ont fini par dévitaliser la volonté de combat des petites minorités prolétariennes qui sont passées à l'action. Pire, ces deux épisodes syndicaux ont creusé un peu plus l'abîme qui sépare ces minorités de la grande masse de travailleurs. De la grève par délégation, on est passé à la grève qui suscite l'indifférence, voire l'hostilité en dépit des sondages qui font état du soutien majoritaire de la population. Il est incontestable que les salariés rejettent toute nouvelle loi, décret et autres conventions collectives qui les affaiblissent ultérieurement face aux patrons et à l'État. Les sondages l'ont bien montré tout au long de ces « mouvements ». Mais les enquêtes d'opinion ne sont pas la réalité, exactement comme ne le sont pas les élections. Les unes comme les autres rendent compte de l'avis de la population toute entière, pas de la volonté des prolétaires de se battre. De plus, le biais politique des sondages transforme tout en bagarre entre partis du capital. Comment interpréter autrement le fait que les électeurs du Front national en France soient farouchement opposés à la loi travail dans des proportions comparables à celles des sympathisants du Front de Gauche¹⁸ ?

La vérité crue est qu'en France et en Belgique le prolétariat dans sa grande majorité reste emprisonné dans le filet du rapport social capitaliste, dans les mailles robustes du travail salarié. La lutte de classes ne se décrète pas. Il ne suffit pas que des minorités se mettent en mouvement pour que le mouvement emporte l'adhésion active des masses prolétariennes. Surtout, cet énième épisode des relations tumultueuses entre certains syndicats d'État et l'exécutif montre que le parcours de la lutte de classe indépendante ne croise pas celui des

mobilisations d'opérette appelées par des corps intermédiaires de l'État.

L'essor de l'autonomie ouvrière dans les conditions historiques de l'intégration de l'ancien mouvement ouvrier à l'État bourgeois passe obligatoirement par l'identification liminaire des partis et des syndicats de la gauche d'État comme des organes essentiels de l'ordre capitaliste. La logique de la contestation de l'intérieur des centrales syndicales officielles, celle qui ramène les minorités combattives à jouer les aiguillons des partis et des syndicats degauche afin qu'ils agissent en contradiction avec la fonction institutionnelle que leur attribue le capital est la voie la plus sûre et rapide vers de nouvelles défaites.

L'indépendance politique du prolétariat se bâtit dans les combats de secteurs de classe qui s'affranchissent d'emblée des carcans du « *front unique* » politique et/ou syndical et des tactiques insignifiantes des « débordements » inscrits dans l'agenda définie par les syndicats et les partis du capital préposés à la gestion conflictuelle du rapport social capitaliste. Cette indépendance politique du prolétariat que nous appelons de nos vœux naît dans ces combats quotidiens contre la domination du capital et se renforce en fondant ses propres organes dans et par la lutte. Des organes dont la mission première est de valoriser la dimension politique de tout combat contre les conditions matérielles de l'exploitation et de l'oppression capitalistes.

¹⁸ Selon un sondage IFOP pour Dimanche Ouest France diffusé samedi 18 juin, quelque 78 % des proches du Front national considèrent comme « *justifiée* » la mobilisation. Ceux du Front de Gauche (PCF et Parti de Gauche) sont 90 % à soutenir le « *mouvement* ».